

es rapports sociaux qui unissent les individus ou les groupes d'individus entre eux ne sont pas toujours égalitaires. Voici quelques exemples de cet état de fait :

- En 2005, une personne gagnant 60 000 \$ ou plus par année dormait en moyenne 40 minutes de moins par jour qu'une personne ayant un revenu de 20 000 \$. Les Canadiens bénéficiant de revenus élevés ont tendance à consacrer plus de temps à leur travail rémunéré, à passer moins de temps avec leurs enfants et à consacrer moins de temps aux loisirs (Statistique Canada, 22 avril 2006).
- Entre 1960 et 1990, la richesse mondiale a quintuplé, tout en générant 600 millions de pauvres supplémentaires (Bernard, 1997, p. 144). En 2002, on constate que la situation ne s'est pas améliorée. En effet, « la moitié de l'humanité vit dans la pauvreté, plus d'un tiers dans la misère, 800 millions de personnes souffrent de malnutrition, près d'un milliard demeure analphabète, un milliard et demi ne disposent pas d'eau potable, deux milliards n'ont toujours pas d'électricité... » (Ramonet, 2002, p. 1).
- Au Québec, les enfants en bas âge qui vivent dans des familles de faible niveau socioéconomique ont près de 42 % plus de probabilité de présenter de l'embonpoint que ceux évoluant dans un milieu plus favorisé (Pequet et Hamel, 2005, p. 324).
- Dans les grandes écoles françaises, on trouve plus d'enfants des classes aisées (62 %) que d'enfants des classes ouvrières (12 %) ou des classes moyennes (16 %) (Fourrier, 2008, p. 7).
- En 2006, 39 % des 720 000 personnes ayant eu recours aux banques alimentaires canadiennes étaient âgées de moins de 19 ans. On y trouvait davantage de prestataires de l'aide sociale, de petits salariés et de ruraux (Association canadienne des banques alimentaires, 2007).
- En 2004, parmi les Canadiens ayant déclaré des revenus de plus de 2,8 millions de dollars et faisant partie des 0,01 % de citoyens les plus fortunés, environ 100 personnes n'ont payé aucun impôt (Statistique Canada, 24 septembre 2007).
- À leur entrée à l'école, les enfants de cinq ans qui appartiennent à des familles à faible revenu présentent moins de disposition à apprendre que les autres, notamment en ce qui concerne le vocabulaire passif, les aptitudes à communiquer, la connaissance des nombres, la reproduction et l'utilisation de symboles, l'attention et le jeu coopératif (Statistique Canada, 27 novembre 2006).
- L'accès aux études universitaires est favorisé chez ceux dont les parents ont eux-mêmes un niveau universitaire. En effet, « [...] chaque année de scolarité des parents augmente la probabilité de poursuivre des études universitaires d'au moins cinq points de pourcentage » (Statistique Canada, 18 janvier 2005). Par contre, le fait d'appartenir à une famille monoparentale ou encore de demeurer dans une région rurale diminue l'accès à l'université. Or, on sait que l'obtention d'un diplôme universitaire a un très grand impact sur l'avenir et les revenus futurs d'un individu.

Pour plusieurs d'entre nous, tous les faits énoncés ci-dessus peuvent paraître assez surprenants. Comment les comprendre ? Lorsque les rapports sociaux ne sont pas équilibrés, on parle alors de rapports de domination. Cette dernière peut se fonder sur plusieurs éléments tels que le sexe, l'ethnie, l'âge, la classe sociale, etc. Parmi les nombreux rapports sociaux, la sociologie s'est tout particulièrement intéressée aux intégrités socioéconomiques. Ces inégalités suscitent de nombreux conflits et problèmes sociaux, en plus d'exercer une influence déterminante sur la structuration d'une société. C'est pourquoi il est important de les analyser en profondeur.

Nous vivons aujourd'hui dans une société qui ne parle pratiquement plus des inégalités en termes de classes sociales, exception faite de la notion de classe moyenne.

Durant les deux dernières décennies du ^{xx}e siècle, la notion de classe sociale a pratiquement disparu du vocabulaire sociologique, au profit des notions de niveau social et d'exclusion. Évoquer la possibilité de l'exploitation d'une classe par une autre plonge ainsi plusieurs personnes dans un grand malaise. Lorsqu'on parle de la pauvreté, on le fait sans jamais faire référence à son corollaire, à savoir les privilèges dont bénéficient les nantis. Toutefois, avec la présence d'un fossé qui se creuse de plus en plus entre les riches et les pauvres, l'intérêt pour une analyse en termes de classes sociales semble être de retour.

En ce qui concerne la répartition des classes sociales, beaucoup de personnes pensent qu'il existe peu de « vrais » pauvres et de riches, et que la grande majorité de la population se situe dans la classe moyenne. Pour expliquer les inégalités, les gens représentent facilement un discours attribuant la pauvreté à de la paresse ou à un manque de dynamisme, et la richesse au travail et à l'initiative personnelle. On ne fait également que très peu référence au rôle de l'État dans cet écart grandissant entre les riches et les pauvres.

Seule une analyse sociologique peut nous aider à vérifier nos croyances, à adopter une perspective plus critique et à remettre ainsi en question l'idéologie dominante. Voilà pourquoi nous allons d'abord essayer de comprendre que la pauvreté et la richesse sont des phénomènes multifactoriels qui ont, sur plusieurs plans, un impact très important dans la vie des individus. Puis, nous regarderons de plus près le portrait des classes sociales pour vérifier si les données empiriques que nous possédons confirment le portrait véhiculé par l'idéologie dominante, à savoir que la pauvreté demeure un phénomène marginal, que la richesse se concentre également dans les mains d'un nombre restreint d'individus et que la classe moyenne est finalement la classe sociale majoritaire. Enfin, nous nous attarderons sur une question cruciale de nos sociétés contemporaines, à savoir l'avènement d'une société duale, coupée en deux, dans laquelle le fossé entre les riches et les pauvres s'agrandit jour après jour. Les nombreux statistiques et chiffres sur lesquels nous nous appuyons, s'ils peuvent paraître parfois indigestes, sont néanmoins très révélateurs, voire essentiels, pour clarifier certains aspects que l'on tient généralement pour acquis. En effet, décrire les inégalités de façon plus précise permet, selon nous, d'arriver à une conception nouvelle et plus juste de la réalité sociale.

7.1 La richesse et la pauvreté: une histoire de destin

La place que nous occupons dans la hiérarchie économique entraîne d'énormes répercussions sur les différentes sphères de la vie des individus. En effet, nos activités quotidiennes varient principalement en fonction du groupe social ou de la classe à laquelle nous appartenons. Quelles sont donc les conséquences précises qui découlent du fait d'appartenir à un milieu défavorisé plutôt qu'à un milieu favorisé ?

7.1.1 Sur les plans de la santé physique et psychologique

« Il vaut mieux être riche et en santé que pauvre et malade. » Sous le couvert de l'humour, cette célèbre boutade d'Ivon Deschamps montre bien que le fait d'être riche ou pauvre ne comporte pas les mêmes conséquences, notamment sur les plans de la santé physique et psychologique. En examinant certaines statistiques portant



Notre milieu d'appartenance influe de manière directe sur nos possibilités d'avenir.

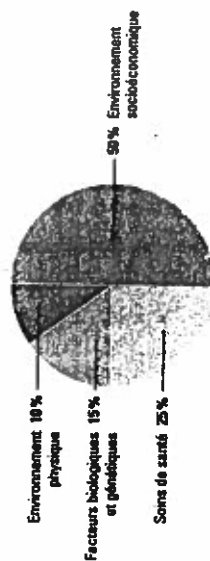
par exemple, sur la naissance, la nutrition, la dépression, le suicide ou la mort, la sociologie amène à faire certains rapprochements entre deux destins : le destin de l'individu et le destin de classe.

La santé physique

L'histoire de notre vie se dessine dès la naissance. La preuve en est que les nouveau-nés qui voient le jour dans des milieux défavorisés ont généralement un poids plus petit, sont plus malades ou meurent davantage que les autres. De son côté, la classe la plus favorisée peut espérer vivre plus longtemps et avec une meilleure qualité de vie. Tous les individus ne sont donc pas égaux devant la mort : dès leur départ dans la vie, les personnes les plus défavorisées se trouvent en état d'infériorité par rapport à leurs chances d'être en bonne santé.

La figure 7.1 révèle que plus de 50 % des facteurs qui déterminent l'état de santé de la population sont d'origine socioéconomique. Au second rang, la qualité des soins de santé apparaît également très importante. Ainsi, la maladie n'est pas qu'une question de malchance : l'État peut intervenir à plusieurs niveaux pour prévenir bon nombre de problèmes, notamment en misant sur l'équité sociale. Une commission de l'Organisation mondiale de la santé fait d'ailleurs ce constat en 2008 quand elle affirme que l'injustice sociale tue à grande échelle et que grandissent, vivent, travaillent et vieillissent, et des systèmes mis en place pour faire face à la maladie. En outre, les conditions dans lesquelles les gens vivent et meurent sont déterminées par des forces politiques, sociales et économiques » (Commission des déterminants sociaux de la santé, 2008).

FIGURE 7.1 L'incidence estimée de certains déterminants sur la santé de la population



Source : Institut canadien de recherches avancées, Santé Canada, cité dans Direction de santé publique, 2006, p. 27

Le tableau 7.1 montre bien que l'espérance de vie des Montréalais vivant dans un quartier favorisé (CLSC Lac-Saint-Louis) est nettement supérieure à celle des personnes vivant dans un secteur de la ville où la population est matériellement plus défavorisée (CLSC Hochelaga-Maisonneuve). Ainsi, plus nous sommes riches et meilleures sont nos chances de poursuivre nos études, d'être propriétaire d'un logement ou d'être en santé physique et mentale. Ceux qui sont au bas de la hiérarchie ont en effet un salaire plus faible, un travail parfois plus pénible, et connaissent davantage le stress lié à la dévalorisation et au chômage. Si la pauvreté est souvent vécue comme un manque sur le plan de l'avenir, elle se caractérise aussi par des manques sur les plans de l'être, du savoir et du pouvoir. La pauvreté est en réalité un phénomène multidimensionnel qui se présente comme une accumulation de handicaps.

TABLEAU 7.1 Le portrait économique, social et sanitaire de la population résidant dans les secteurs de santé CLSC de Montréal

Espérance moyenne de vie à la naissance (de 1998 à 2002)	CLSC Hochelaga-Maisonneuve		CLSC Lac-Saint-Louis	
	Hommes : 70 ans Femmes : 78 ans	30	Hommes : 81 ans Femmes : 84 ans	30
Nombre d'hospitalisations pour troubles mentaux (2002-2005) ¹	110	16 %	160	16 %
% de jeunes de 15-24 ans ne fréquentant pas l'école (2007)	49 %	20 %	16 %	20 %
% de locataires (2001)	85 %	0 %	20 %	86 %
% de population très défavorisée (2003) ²	43 %	1	0 %	86 %
% de population très favorisée (2003) ³	2 %			

1. Sur 10 000 adultes de 19 ans et plus.
2. Population isolée par rapport de qualité relative de dévalorisation matérielle (1 cent-4-6 ans les plus pauvres).
3. Population isolée par rapport de qualité relative de dévalorisation matérielle (1 cent-4-6 ans les plus riches).

Source des données : Direction de santé publique, 2008.

Toutes les études mettent en évidence que les sociétés plus égalitaires affichent un état de santé et une espérance de vie bien meilleurs que celles où il existe des écarts socioéconomiques importants. Ainsi, la société québécoise, qui est considérée comme plus égalitaire que la société états-unienne, affichait en 1999 un taux de mortalité infantile de 4,8 %, contre 7,1 % pour les États-Unis (Duchêne, 2002, p. 7).

La santé psychologique

Au-delà de la dimension physique et matérielle de la pauvreté, se cache toute la dimension affective et psychologique. En effet, les plus démunis souffrent plus fréquemment que les autres de problèmes psychologiques. Dans les centres jeunesse, où l'on trouve une majorité d'enfants défavorisés, près de la moitié des jeunes souffrent de troubles de santé mentale et sont soignés avec des psychotropes. Toute la vie d'un individu peut être marquée par le fait de vivre dans la pauvreté ou encore de subir une longue période de chômage. Pour plusieurs, « ne rien avoir » ou « ne pas travailler » sont alors synonymes de « n'être rien ». Les pauvres se sentent par conséquent davantage exclus et manifestent plus de symptômes d'inquiétude, de dépression et de tendances suicidaires que les plus nantis. Ils sont, par le fait même, davantage hospitalisés pour des troubles mentaux, comme on a pu le constater au

tableau 7.1. Il faut dire qu'il n'est pas facile pour une personne pauvre de garder son équilibre lorsque le discours dominant actuel mise à grande échelle sur l'excellence, la beauté et le luxe matériel, bref, sur le triomphe des individus les mieux armés pour se livrer à une compétition sociale.

Vincent de Gauléjac (1989) a particulièrement bien analysé les conséquences psychologiques de la pauvreté sur les individus, en décrivant la honte qui peut marquer ceux qui se sentent différents, infériorisés, indignes, voire stigmatisés dans une société qui met la réussite matérielle au premier plan. Cette honte, qui est ressentie comme une blessure morale, est souvent la racine profonde de plusieurs problèmes psychologiques. Elle s'apparente alors à une « névrose de classe ». En effet, puisque le regard d'autrui est très important pour former son identité personnelle et l'image qu'on a de soi, quand la pauvreté impose ses humiliations, ses frustrations et ses déceptions, on ne peut qu'en souffrir. De cette souffrance naissent des sentiments contradictoires : la honte et l'impuissance, comme on vient de le dire, mais aussi l'agressivité et la révolte. Il faut d'ailleurs noter que les pauvres partagent ces sentiments avec les nombreux autres individus qui sont aussi victimes de rapports sociaux de domination. Il s'installe alors, chez eux, le sentiment d'être des « moins que rien », des « minables ». Bref, ils se sentent atteints dans leur identité même et en viennent à se mépriser, à perdre l'estime d'eux-mêmes et des leurs.

L'État joue un rôle primordial dans l'assurance d'une meilleure équité en matière de santé physique et psychologique, comme nous le verrons dans l'encadré ci-contre.

7.1.2 Sur le plan social

Comme en santé, la réduction de l'intervention de l'État dans les années 1980-1990 s'est traduite par une détérioration des services sociaux, notamment en ce qui touche la protection des enfants. En effet, le nombre d'enfants signalés à la Protection de la jeunesse est aujourd'hui en hausse, tandis que les fonds et le personnel manquent cruellement pour évaluer dans des délais raisonnables les cas jugés moins urgents. À long terme, la situation se dramatise : une fois placés en famille d'accueil, la majorité des enfants ne reçoivent presque plus la visite des intervenants. De leur côté, les travailleurs sociaux, en nombre insuffisant, sont surchargés de dossiers ; ils ne peuvent donc accorder le temps suffisant pour assurer un réel suivi de tous les cas. Cela montre bien, encore une fois, le rôle prépondérant que peut jouer et que doit jouer l'État pour assurer la qualité de ses services. D'autant plus que le fait de naître favorisé ou non (ce que l'on appelle « le destin de classe ») se répercute tout au long de la vie des individus, comme nous l'avons vu précédemment. C'est donc tout l'avenir des enfants et des adolescents qui est en jeu, notamment sur des questions comme la délinquance ou le cheminement scolaire.

La délinquance et la violence

Les études démontrent que les milieux désavantagés sont davantage affligés de problèmes de méadaptation sociale, d'abus et de négligence envers les enfants ; on y compte plus d'enfants placés en foyer, en centre d'accueil ou en centre jeunesse. Or, quand une société produit des individus fragilisés dès l'enfance, faut-il s'étonner de voir poindre des problèmes de délinquance ou de prostitution juvéniles, ou de voir se former des adultes dont les carences et les handicaps sont tels que ces adultes pourront difficilement offrir autre chose à leurs enfants que ce qu'ils ont connu ? C'est pourquoi plusieurs sociologues parlent d'une culture de la pauvreté, d'une forme de pauvreté intergénérationnelle, c'est-à-dire qui se transmet d'une génération à l'autre.



Les enfants des milieux désavantagés abandonnent davantage l'école.

Le cheminement scolaire

Les jeunes de milieux socioéconomiques différents ont-ils tous les mêmes chances de suivre une filière qui les mènera jusqu'à l'université et leur permettra d'accéder aux meilleurs emplois ? La réalité semble hélas confirmer que l'infériorité économique tend à engendrer aussi une infériorité sur le plan du cheminement scolaire. Les statistiques portant sur les taux de réussite, sur les inscriptions dans différents secteurs (professionnel ou général) et sur la poursuite des études au niveau supérieur révèlent en effet que, tout au long des études, l'histoire de vie dépend très souvent, une fois encore, de l'origine de classe. Ainsi, comme le montre le tableau 7.2, les enfants des milieux désavantagés connaissent plus d'échecs scolaires. On les trouve en plus grand nombre parmi les élèves en difficulté d'adaptation et d'apprentissage, et ils obtiennent en moins grande proportion les diplômes leur ouvrant les portes d'un avenir meilleur (voir le tableau 7.3).

TABLEAU 7.2 La réussite scolaire dans le réseau public québécois selon l'indice de milieu socioéconomique et le sexe en 2001-2002

	Proportion des élèves sans retard à l'entrée du secondaire	Taux de sortie avec diplôme en 5 ^e secondaire
Les 10% les plus favorisés	85,8 %	74,4 %
Les 10% les moins favorisés	65,8 %	58,3 %
		85,5 %
		72,1 %

Source des données : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2006a, p. 4 et 9.

TABLEAU 7.3 La participation aux études postsecondaires au Canada en 2001

Revenu familial annuel (en \$)	Taux de participation (en %)
- de 20 000	19,5
25 000 à 50 000	23,3
50 000 à 75 000	25,0
75 000 à 100 000	30,2
+ de 100 000	45,6

Source : M. Desautels et P. Hurteau, 2007, p. 13.

Selon une étude de Statistique Canada (8 février 2007), « [...] les jeunes appartenant à des familles à plus faible revenu avaient moins d'espoir de soi et de contrôle sur leur vie, étaient plus susceptibles de vivre avec un seul de leurs parents, attachaient moins d'importance à la scolarité pour bâtir leur carrière éventuelle et avaient moins d'amis dont l'objectif était de poursuivre leurs études après le secondaire ». On peut ajouter à cette liste le fait qu'ils ont moins souvent la chance d'avoir un parent détachant lui-même un diplôme universitaire. De nombreux handicaps socioéconomiques comme le manque d'argent, la faible valorisation de l'école ou l'insuffisance des ressources culturelles familiales permettant de répondre aux exigences scolaires, font venir des milieux défavorisés et qu'ils les repréhendent davantage. De plus, il faut souligner le fait que, bien souvent, les étudiants plus démunis sont davantage obligés de travailler tout en poursuivant leurs études, une situation qui tend à nuire à leur rendement scolaire et à handicaper leur avenir.

La structure même de l'école comporte des mécanismes de sélection (tests d'intelligence, normalisation, etc.) qui font qu'un nombre restreint d'élèves sont étiquetés comme « bons » ou « forts » et inscrits à l'enseignement enrichi, tandis qu'un certain nombre, jugés « moins bons » ou « moins forts », sont orientés vers des programmes scolaires allégés. Or, ces derniers deviennent rapidement moins motivés à continuer leurs études et sont vite laissés à la traîne. Les enfants des milieux favorisés sont finalement les grands gagnants de ces mécanismes de sélection dont les enfants des milieux défavorisés sont plus fréquemment les victimes. Même lorsque les élèves des milieux défavorisés réussissent à l'école (ce qui, entendons-nous bien, demeure heureusement possible), les études prouvent qu'ils poursuivent en moyenne leurs études moins longtemps que les enfants provenant de milieux plus favorisés, qu'ils s'inscrivent en plus grand nombre au cégep dans les filières professionnelles et qu'ils sont moins nombreux à se rendre jusqu'à l'université. Résultat de l'interaction de tous ces éléments : les enfants des milieux défavorisés réussissent moins bien à l'école et ont tendance à davantage abandonner leurs études.

Ainsi, le pauvreté semble bien engendrer la pauvreté. De leur côté, certains enfants très privilégiés étudiés dans des écoles très sélectes réservées à une clientèle particulière, dans lesquelles les frais d'inscription s'élèvent à plusieurs milliers de dollars par année. La richesse offre donc bien plus que de meilleurs moyens matériels et des conditions socioculturelles ; elle permet un espoir de réussite qui constitue une profonde motivation dans la poursuite des études. Plusieurs études sociologiques confirment le rôle puissant que l'école joue en tant que lieu de reproduction des classes sociales, et ce, dans tous les pays du monde. Pour compenser les inégalités sociales, que peut faire l'État pour assurer une meilleure équité en matière d'éducation (voir l'encadré ci-contre).

7.1.3 Sur les plans économique et politique

Chacun de nous a l'impression que l'histoire de sa vie est une réalité totalement personnelle. Au-delà de cette apparence, l'analyse du pouvoir économique et politique que détient un individu montre que le trajet qu'il suit se confond souvent avec la trajectoire de plusieurs autres individus faisant partie de la même classe que la sienne. C'est pour cela que l'on parle des dés pipés du destin.

La pauvreté et l'exclusion des lieux de pouvoir

Une personne défavorisée peut subir certains handicaps par rapport à son revenu, à la richesse qu'elle a accumulée, à son type de logement ou au genre d'emploi qu'elle occupe. Or, l'exclusion économique est l'un des principaux problèmes que doivent affronter nos sociétés. La fragilisation et l'exclusion touchent d'abord les gens au



L'exclusion sociale s'accroît dans les sociétés industrialisées.

chômage ou ceux qui ont des difficultés à s'insérer sur le marché du travail. Si l'exclusion peut toucher tout le monde, certaines catégories de personnes risquent davantage que d'autres d'en être frappées : c'est le cas, notamment, des assistés sociaux, des jeunes, des femmes qui élèvent seules leurs enfants, des travailleurs précaires, des retraités, des handicapés, des immigrants et des réfugiés.

L'individu défavorisé ou exclu, dont le pouvoir économique est réduit, peut alors plus difficilement défendre ses droits et ceux de sa famille. Parce qu'il se trouve écarté des lieux de décision et de reconnaissance, son pouvoir politique s'en trouve restreint. À moins de se joindre à un groupe, il ne lui est guère possible de se faire entendre et de faire connaître ce qu'il vit. Il se trouve ainsi isolé, ne sachant souvent pas comment avoir accès aux associations en mesure de défendre ses intérêts. Il exerce peu souvent son droit de vote et est peu apte à faire valoir ses droits de citoyen. Lorsque cet individu cumule des handicaps sur plusieurs plans,

il risque alors fortement de perdre une bonne partie du pouvoir qu'il exerce sur sa propre vie et sur son milieu comme il en sera question dans l'encadré ci-dessous. Ce manque de pouvoir contribue à le maintenir dans un cercle vicieux qui renforce les inégalités. Les exclus ont, par conséquent, peu d'influence pour influencer les choix de société dans le sens de leurs intérêts et empêcher l'État de couper dans les budgets sociaux et de redistribuer aux mieux aux mieux l'argent ainsi épargné.

La richesse et la puissance des nantis

Les groupes économiquement favorisés bénéficient d'une grande concentration de la richesse. Ainsi, un nombre de plus en plus restreint de personnes accumulent, au cours des années, des fortunes considérables. Cette situation rend la distribution du patrimoine encore plus inégalitaire que la distribution des revenus. La fortune assure ainsi aux nantis un niveau de vie élevé, des droits de propriété sur les principales sources de richesse et, par conséquent, leur permet d'avoir une emprise sur leur environnement et sur les conditions dans lesquelles se déroulent leur travail et leur vie. Ces avantages leur permettent alors d'accumuler toujours plus de richesse.

De plus, la fortune confère du prestige à ces privilégiés : elle élargit leur réseau social en leur permettant de participer à une foule de mondainetés (cocktails, soirées de gala, vernissages, etc.). Les clubs privés sont aussi des lieux où il fait bon être vu et reconnu. Les grosses fortunes usent ainsi un réseau international de mariages, de relations d'affaires et d'alliances politiques qui permettent à ceux qui en bénéficient d'avoir accès aux meilleurs emplois ou aux grandes écoles et qui leur fournissent les contacts utiles pour se maintenir en haut de la pyramide sociale. Le cas de Paul Desmarais, l'homme le plus riche du Québec, illustre assez bien le capital social et politique qui accompagne la fortune. L'un des fils de cet homme est en effet marié à la fille de Jean Chrétien, l'ancien premier ministre du Canada. De plus, en 2008, il a reçu des mains du président français Nicolas Sarkozy (dont Desmarais avait soutenu la candidature aux élections) les insignes de l'ordre de la Légion d'honneur (la plus haute distinction française), celle-ci lui a été remise lors d'une cérémonie à laquelle assistait le premier ministre du Québec, Jean Charest, un autre ami de Desmarais, qui s'était déplacé spécialement pour l'occasion. De leur côté, les deux fils de Paul Desmarais ont succédé à leur père. Ils sont donc les actuels présidents-directeurs généraux de l'empire Power Corporation, ce qui leur permet de bénéficier de revenus très substantiels et d'un pouvoir considérable. Le président Sarkozy affirme d'ailleurs les considérer comme ses frères.

On comprend donc que la richesse donne non seulement accès à des diplômes d'études supérieures, à la culture « savante » (musées, expositions, collections d'œuvres d'art et d'objets anciens, etc.), mais qu'elle confère aussi à ses détenteurs la capacité d'imposer leur culture comme étant la culture dominante, et de faire valoir leurs goûts, leur style de vie, leurs moeurs et leurs valeurs. De plus, en exerçant un fort contrôle sur les médias, ces personnes contribuent à entretenir la fascination des spectateurs à leur égard et à faire rêver la masse. La fortune donne ainsi à ceux qui en bénéficient les moyens économiques, politiques et idéologiques de répandre, et donc d'imposer, les idées favorisant leurs propres intérêts. C'est ce que l'on appelle l'« idéologie dominante », qui leur permet, entre autres, de diriger l'opinion publique et de modifier les choix de société afin d'assurer la pérennité de certains privilèges. Leur position au sommet de l'échelle sociale leur permet d'orienter les décisions politiques dans le sens de leurs intérêts, et ce, tant sur le plan national qu'international, comme nous le verrons aux chapitres 8 et 10. De la même façon que la société fabrique des cercles qui cumulent les handicaps, elle fabrique donc des puissances qui, eux, cumulent les privilèges.

Tel est le « cercle heureux » de la richesse. Un cercle qui permet aux nantis qui dominent la sphère publique de ce monde de se dérober quand ils le veulent aux regards de la masse, de demeurer à l'écart et d'échapper aux critiques. Les plus pauvres de la planète, qui ne peuvent se soustraire à la connaissance des chercheurs ou des journalistes, doivent quant à eux faire face à l'exclusion et à l'exposition de leur triste sort sur la place publique. C'est ce qui explique qu'il existe peu d'études sur la « culture de la richesse », alors qu'il en existe de très nombreuses sur la « culture de la pauvreté ».